

Sachets noirs : encore une «interdiction totale»...

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4940 - Mardi 26 novembre 2019 - Prix : 10 DA

Fruits et légumes

Même stables, les prix se maintiennent à des niveaux élevés

Campagne électorale

Le volet éco-social domine le discours des candidats

Les insurrections vouées à l'échec

Par Mohamed Habili

Avant-hier dans la soirée, Beyrouth était à deux doigts d'une bataille rangée, entre d'une part les contestataires, qui eux-mêmes ont de plus en plus tendance à se nommer les révolutionnaires, et de l'autre les partisans du Hezbollah et du mouvement Amal, deux formations politiques d'obédience chiite. Si ce face-à-face n'a pas dégénéré, encore qu'il y ait eu des blessés à cette occasion, à ce qu'il semble légers, c'est parce que l'armée était là et qu'elle s'était interposée de bout en bout entre les deux camps. Sans doute n'est-ce pas la première fois que cette même fracture divise la rue depuis le début des protestations, le 17 octobre dernier. Mais le fait même qu'elle réapparaisse après plusieurs semaines est déjà un signe de mauvais augure. Demain peut-être les forces de l'ordre, dans une situation similaire, seront débordées, ou seront elles-mêmes la cible de projectiles, ou pire encore, de coups de feu. Et alors tout peut se produire. Les prémisses de la guerre civile sont déjà présentes au Liban. Les partisans des organisations chiites que sont le Hezbollah et le mouvement Amal voient depuis le début dans le mouvement en cours une machine de guerre montée contre eux. Il leur est déjà arrivé de chasser les protestataires des places publiques. Ce qu'ils veulent, c'est qu'un gouvernement soit formé le plus rapidement possible, et que l'ordre soit restauré, moyennant tout au plus des concessions d'ordre matériel au profit des protestataires. Ils ne sont pas seuls à être sur cette position, cette dernière étant également celle de Michel Aoun, le président de la République, et de ses partisans.

Suite en page 3

Poursuite de la grève cyclique et sit-in devant le ministère

Les enseignants exigent une prise en charge immédiate de leurs revendications

● Béjaïa/Les instituteurs réclament un statut particulier



Les choses s'aggravent entre les enseignants du primaire et le ministère de l'Éducation. Hier, des centaines d'enseignants venus des différentes wilayas du pays ont observé un sit-in devant l'ancien siège du ministère de l'Éducation nationale, à Alger. Par ailleurs, la grève cyclique de trois jours a été largement suivie au premier jour.

Lire page 3

Hassen Rabehi

«L'Algérie n'admet aucune tentative d'ingérence dans ses affaires internes»

Arts plastiques

Inauguration de la galerie d'art de l'Opéra d'Alger

Campagne électorale

Le volet éco-social domine le discours des candidats

■ Au 9^e jour de la campagne électorale pour l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, les prétendants à la magistrature suprême du pays ont axé leurs discours sur le volet économique et social et la réhabilitation du rôle de la jeunesse au sein de la société algérienne.

Par Louiza Ait Ramdane

En effet, les questions économiques et sociales demeurent les thèmes les plus présents et dominants dans les meetings animés par les candidats en lice pour les présidentielles. La prise en charge des préoccupations de la jeunesse figure aussi en bonne place dans les programmes électoraux des candidats qui s'engagent à faire participer cette frange à la vie politique et à l'impliquer dans le développement du pays.

Ainsi, après avoir promis plusieurs projets de développement, le candidat indépendant à la présidentielle Abdelmajid Tebboune a révélé ses ambitions pour l'économie nationale. Dans ce sens, il a promis de relancer l'activité industrielle à travers la création de zones industrielles et la réhabilitation des groupes industriels à l'arrêt. Évoquant le montage de véhicules, le candidat à la présidentielle suggère que l'Algérie ne doit pas se suffire de montage et doit aller vers la construction. Sans toutefois donner de précisions, il dit avoir des surprises concernant ce segment de l'industrie.

S'il est élu, il a promis de préparer le terrain durant son mandat afin que les jeunes accèdent aux postes de responsabilités et de gouvernance.

Il a promis de revoir les salaires de la classe ouvrière en vue de mettre fin à leur misère et de garantir la dignité de toutes les catégories du peuple. Le prétendant à la magistrature suprême s'est, en outre, engagé à protéger la femme de toutes les formes de violence, tout en assurant ses droits économiques, à travers des mesures contenues dans son programme. Le candidat indépendant s'est engagé aussi à continuer à lutter contre la corruption. Lors d'un meeting dans la wilaya d'Oran, il a déclaré que «les Algériens ont beaucoup souffert et sont descendus dans la rue pour dénoncer la corruption. Je vous appelle à ne pas désespérer, car nous allons changer notre pays pour le meilleur».

A partir de la wilaya d'El Bayadh, le candidat à l'élection présidentielle du 12 décembre Ali Benflis a affiché son engagement d'examiner, s'il venait à être élu président de la République, les dossiers relatifs à l'amélioration du pouvoir d'achat et des subventions en concertation avec les différents partenaires, refusant de donner des promesses «irréalistes» aux Algériens. Le président du parti Talaia El Houriat a aussi évoqué le dossier des bénéficiaires de contrats de pré-emploi (diplômés et sans diplôme), appelant ces derniers à s'organiser pour pouvoir engager un dialogue qui leur permettra de sortir de la crise et de dégager des propositions garantissant leur recrute-



ment dans les divers secteurs, tout en les encourageant à créer des micro-entreprises et réunir un climat favorable à l'investissement. Sur le volet politique, Benflis a affirmé que la prochaine échéance électorale déterminera le sort de l'Algérie pour sortir de la crise, ajoutant qu'il s'était engagé personnellement à être au cœur de cette bataille pour convaincre le peuple que l'Algérie n'a d'autre issue que la

mobilisation et le sacrifice de ses enfants. Revenant à son programme électoral, Benflis a rappelé qu'il vise, dans son volet relatif à la politique étrangère, à instituer une diplomatie axée sur les valeurs de paix, de dialogue et d'apaisement de la situation dans les pays voisins et la non-ingérence dans leurs affaires internes. Le candidat Azedine Mihoubi s'est engagé à partir de la wilaya d'Oran à augmenter

l'allocation de la veuve de 150% et à protéger les femmes de la violence par l'instauration de mesures plus strictes. Il dira qu'en Algérie il y a plus de 45 000 veuves qui prennent en charge plus de 73 000 orphelins, en gagnant la somme de 3 000 dinars et 120 dinars sur chaque enfant. Est-ce raisonnable ?, s'est-il interrogé. Il fait savoir que dans son programme électoral plusieurs mesures sont inscrites

afin de protéger la dignité de la femme algérienne. «Il existe des mesures plus strictes pour protéger les femmes de la violence», a-t-il déclaré.

Mihoubi a également révélé qu'il avait un programme ambitieux pour la jeunesse. Il a promis des microcrédits aux jeunes des zones rurales, ajoutant qu'il arrêterait les poursuites contre les jeunes qui ont bénéficié de prêts dans le cadre de l'Ansej.

Le candidat Abdelkader Bengrina a choisi d'aller à la rencontre des citoyens de Lakhdarria dans la wilaya de Bouira. Il a été accueilli de manière houleuse par la population de Lakhdarria. «Pas d'élection avec la bande», «Klitou lablade ya serajine (vous avez pillé le pays, bande de voleurs)», ont-ils scandé.

Pour le neuvième jour de la campagne électorale, Abdelaziz Belaid a renouvelé ses promesses et ses engagements à partir de la wilaya de Boumerdes. Le candidat a révélé qu'il augmenterait le montant de l'allocation aux femmes au foyer. Il a également souligné qu'il accordait une grande importance au développement du secteur de l'agriculteur, précisant que sorti de la dépendance aux hydrocarbures nécessite le développement de ce secteur.

L. A. R.

Quelque cinq milliards d'unités utilisés annuellement

Sachets noirs : encore une «interdiction totale»...

Les sachets noirs en plastique seront totalement interdits d'utilisation l'année prochaine. C'est ce qu'a déclaré Fatima Zohra Zerouati, ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, qui affirme qu'une décision interministérielle est en cours d'élaboration à ce dessein. Une décision interministérielle visant l'interdiction totale de l'utilisation des sachets noirs en 2020 est en cours de préparation, a-t-elle en effet annoncé avant-hier depuis Aïn Defla, précisant que cette décision, engageant les ministères de l'Intérieur et des Collectivités locales, du Commerce, de l'Industrie et de l'Environnement et des Energies renouvelables, sera promulguée à l'issue d'un grand atelier auquel prendront part notamment les associations des commerçants et des artisans. «L'heure est venue pour que cette question soit définitivement tranchée, car le sachet en plastique présente assurément un réel danger pour la santé du citoyen», a-t-elle encore déclaré tout en indiquant que quelque 5 milliards de sachets en plastique sont utilisés par an en Algérie. Évoquant l'existence de solutions palliatives à cet état de fait, elle dira, dans ce contexte, que «nonobstant leur composition, les sachets en plastique, de par

leur légèreté, s'envolent facilement et vont ainsi s'accrocher dans les arbres et envahir les terrains vagues, ce qui constitue une pollution visuelle».

Voilà plus de 15 ans que des mesures interdisant la fabrication et donc l'usage des sachets en plastique non conformes, en contact avec les denrées alimentaires, les noirs particulièrement, ont été mises en place. Ces mesures ont été consolidées par une réglementation coercitive à l'endroit de l'industrie plastique. Pourtant, la prolifération de ces sacs, que certains imputent au pillage d'ateliers clandestins qui approvisionnent directement les magasins, demeure encore. Interdite depuis 2005, la fabrication et la commercialisation du sachet noir a été relancée cinq années plus tard par le ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement qui avait adressé une instruction à l'ensemble des walis pour leur rappeler la mise en œuvre du dispositif législatif et réglementaire relatif à la normalisation du sachet plastique alimentaire. En clair, cette instruction somme les producteurs de sachets plastiques, devant contenir des denrées alimentaires, de les fabriquer à partir de matière première vierge de propylène non recyclé, non régénéré, non déclassé et

destiné à la production de film pour contact alimentaire. De plus, les encres utilisées pour l'impression de motifs, de mentions ou de sigles, ne doivent pas contenir des substances chimiques toxiques comme le plomb, le cadmium, le mercure ou l'arsenic, susceptibles de provoquer des intoxications, des convulsions, des encéphalopathies ou encore un arrêt cardiaque.

Et pourtant... ils ont visiblement la peau dure, car présents dans les marchés, les magasins et autres épiceries. Les consommateurs, qui pour une grande partie ignorent la nocivité de cet emballage, se font passivement livrer leurs courses dans des sachets noirs. Seules les grandes surfaces recourent à des sacs blancs ou autres couleurs plus claires. Certaines, bien que rares, font même l'effort d'utiliser des sacs biodégradables. Il faut dire que si ces sachets noirs, formellement cancérigènes, font de la résistance dans notre quotidien, c'est que les opérations de sensibilisation pour leur éradication, lancées sur le terrain et mettant en exergue leurs méfaits et les dangers qu'ils créent sur l'environnement et la santé publique, sont bien souvent occasionnelles au lieu d'être quotidiennes

pour bien frapper l'esprit des consommateurs en premier, et des industriels coincés par un changement d'habitudes de consommation.

Mieux, les actions de sensibilisation sanitaire et environnementale quant à l'utilisation de ces sacs noirs, tout comme d'ailleurs n'importe quel autre produit d'emballage nocif, devraient être axées sur les enfants, notamment à l'école, comme cela est de rigueur dans les pays développés, à travers des programmes éducatifs et pédagogiques à même d'émaniper les mentalités de ces jeunes pousses, adultes de demain, vers le concept d'une consommation durable imprégnée des valeurs de respect de l'environnement et de bien-être.

Pour mémoire, cette traque au sachet noir a débuté en 2004, à l'initiative de Chérif Rahmani, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement de l'époque, qui en faveur de la suppression de ces sacs en plastique a ouvert une guerre contre cet emballage nocif à plus d'un titre afin de les remplacer par des sachets en papier, biodégradables. Mais force est de constater que cette industrie de l'emballage biodégradable est encore à ses premiers pas en Algérie.

Lynda Naili

Poursuite de la grève cyclique et sit-in devant le ministère

Les enseignants exigent une prise en charge immédiate de leurs revendications

■ Les choses s'aggravent entre les enseignants du primaire et le ministère de l'Éducation. Hier, des centaines d'enseignants venus des différentes wilayas du pays ont observé un sit-in devant l'ancien siège du ministère de l'Éducation nationale, à Alger. Par ailleurs, la grève cyclique de trois jours a été largement suivie au premier jour.

Par Thinhinene Khouchi

Plus nombreux que la fois précédente, des centaines d'enseignants venus de Boumerdès, Bordj, Bou Areridj, Blida, Zéralda, Tizi-Ouzou, Djelfa, Laghouat, Tébessa, Tipaza, Bouira et autres wilayas ont observé un sit-in en face de l'ancien siège du ministère de l'Éducation nationale car plus de huit camions de police y étaient garés empêchant les enseignants de s'approcher. Ce sit-in a été encadré par un important dispositif sécuritaire. Les enseignants ont commencé à affluer devant l'ancien siège du ministère à 9h du matin. Ils ont adressé des messages hostiles au premier responsable de leur secteur, à savoir Abdelhakim Belabed. En effet, certains ont appelé le ministre à apporter du changement dans le secteur scandant «Ya wazir nourid atghyir» (Ministre, nous voulons le changement !) ou encore «Nous demandons à Belabed d'accorder plus de considération à la situation de l'enseignant en particulier dans le palier primaire». D'autres ont plutôt exigé le départ de ce dernier qui, selon eux, ne veut pas apporter des solutions concrètes et se contente d'envoyer des représentants pour se réunir avec les enseignants. Ils ont scandé «Belaabed dégage». Un groupe d'enseignants nous dira : «Il ne



prend même pas la peine de tenir une réunion avec nous pour nous écouter et trouver des solutions à nos préoccupations ! C'est du mépris» ou encore : «c'est notre premier responsable ! Il est de son devoir d'être à notre écoute». En outre, réitérant l'appartenance de leur mouvement à aucun syndicat de l'éducation, les participants à ce sit-in ont scandé : «Machi nakabya tanskiya» (pas syndicale mais coordinatrice). Les protestataires ont brandi des pancartes où l'on peut lire : «L'enseignant du primaire est la base du système éducatif,

«nos revendications sont légitimes» «Pour la révision du programme pédagogique», «Nous voulons une égalité dans le classement» ou encore «On ne touche pas à la dignité de l'enseignant».

Grève : la majorité écrasante des écoles primaires paralysées

Comme chaque lundi depuis le 6 octobre dernier, les élèves des écoles primaires n'ont pas eu classe hier dans la majorité des établissements primaires du pays. Les enseignants ont déci-

dé pour la deuxième semaine de maintenir leur mouvement de grève cyclique de trois jours, à s'avoir (lundi, mardi, mercredi). Et suite à l'échec de la dernière réunion avec les représentants du ministère de l'Éducation nationale, les enseignants ont décidé de durcir leur mouvement en boycottant les examens du premier trimestre. Rappelons que les principales revendications se résument en «le reclassement des enseignements du primaire dans la même catégorie que leurs pairs des paliers moyen et secondaire» et «la révision des programmes et méthodes d'enseignement soit par la réinstauration de la spécialisation dans l'enseignement primaire, pour atteindre la qualité prônée par les normes internationales, soit par la révision des curricula». Les enseignants plaident également pour l'application du décret présidentiel 266/14 du 28 septembre 2014, fixant la grille indiciaire, avec effet rétroactif, ainsi que le droit du PEP à la formation au grade de directeur. Auparavant, le ministère de l'Éducation nationale avait affirmé que les revendications socio-professionnelles des enseignants étaient «légales», et qu'il «faudrait faire preuve de bonne volonté pour les traiter dans le cadre d'un dialogue regroupant les représentants des enseignants et l'administration centrale».

T. K.

Béjaïa

Les instituteurs réclament un statut particulier

Les instituteurs ont observé hier un nouveau rassemblement de protestation devant le siège de la direction, à l'appel de la Coordination nationale des enseignants du cycle primaire. Cette action a été ponctuée par une grève générale cyclique et le boycott des examens du premier trimestre. «Le mot d'ordre de grève a été largement suivi», affirme-t-on. Pour rappel, les enseignants du primaire, qui représentent environ 44 % du corps

du secteur de l'Éducation, ont décrété une grève cyclique de trois jours par semaine depuis plus d'un mois, formulant un bon nombre de revendications, une vingtaine au moins. La dernière réunion tenue avec la tutelle n'a pas été concluante, de l'avis même du coordinateur de wilaya de cette coordination nationale. Les instituteurs réclament, essentiellement, la consécration de l'égalité entre les enseignants des trois paliers de l'Éducation

en termes de classification, de volume horaire et la révision des méthodologies d'enseignement, soit l'introduction de la spécialisation dans le cycle primaire, la refonte du programme scolaire. Ils réclament plus concrètement «la promulgation d'un statut particulier au cycle, notamment dans ses aspects liés à la promotion, l'intégration et le classement, la réduction du volume horaire, la spécialisation des instituteurs». Ils revendiquent également «l'ap-

plication immédiate et avec effet rétroactif du décret présidentiel 14/266, le droit à la retraite proportionnelle sans limitation d'âge et la révision de la classification des enseignants du primaire». Les grévistes demandent «la régularisation des enseignants formés après le 3 juin 2012 afin qu'ils puissent bénéficier du statut de formateur».

Hocine Cherfa

Fruits et légumes

Même stables, les prix se maintiennent à des niveaux élevés

Les prix des fruits et légumes restent élevés mais aucune tendance haussière n'a été constatée hier, aux marchés de la capitale. Sur les étals, les marchandises continuent à afficher les mêmes prix. Toujours est-il, ces prix restent exagérés et inaccessibles pour les petites et moyennes bourses. Les produits agricoles sont particulièrement chers et la mercuriale est loin de satisfaire le consommateur. Le maintien de cette flambée s'explique, difficilement. «Certes, les prix n'ont pas augmenté mais ils sont déjà assez élevés», affirme un père de famille. Le constat est

sans appel, il faut payer cher pour acheter des légumes. Il est clair, pour tous les citoyens, que le diktat des intermédiaires reste de mise. Un diktat qui persiste tout au long de l'année mais qui tend à devenir encore plus étouffant. Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes en cette période de l'année. Au final, c'est le consommateur confronté à cette hausse qui doit gérer afin de ne pas trop esquinter sa bourse. Les tarifs des produits agricoles affichés hier donnent froid dans le dos et face à cette situation les consommateurs n'ont de

cesse de se plaindre, mais en dépit de cela, ils achètent. «On n'a pas le choix», nous a confié un père de famille. Une tournée à travers les marchés renseigne suffisamment sur l'état d'esprit des consommateurs. Sans surprise, les Algériens sont réellement inquiets, voire désespérés. Les prix sont vraiment hors de portée de la bourse moyenne. Pour de nombreux consommateurs cette spéculation est due au manque de régulation du marché. Ils demandent à l'État de prendre ses responsabilités pour permettre aux ménages de survivre. De nombreux chaland

rencontrés ont exprimé leur mécontentement à l'égard de ces prix, expliquant ce fait par la spéculation et le monopole exercés par certains détaillants en l'absence notamment, d'un contrôle et d'un suivi des marchés de gros et des chambres froides. Ainsi, la pomme de terre a été cédée hier jusqu'à 70 DA le kilo dans la majorité des marchés et rares étaient les marchands qui la proposaient à 65 ou 60 DA. Ce tubercule réputé comme légume des pauvres est, désormais, inaccessible pour les petites bourses. Quant à la tomate, elle ne descendait pas sous la

LA QUESTION DU JOUR

Les insurrections vouées à l'échec

Suite de la page une

Tous ceux-là sont d'avis que le véritable but du mouvement est tout différent de celui qui est scandé lors des manifestations, ou du moins de celui qui les résume tous : le changement de régime, le départ de la classe politique, le passage à une constitution civile, c'est-à-dire non confessionnelle, tout cela évidemment revenant au même. Pour les partis chiites, ce mouvement ne vise en réalité à rien d'autre qu'à leur désarmement. Certes, cette revendication n'a pas encore été formulée dans la rue, mais à leur point de vue, elle finirait par l'être si la crise au lieu de se résoudre allait au contraire se compliquant. Si au début, mêmes les bastions des partis chiites se sont soulevés, tout porte à croire maintenant que cet unanimité, cet œcuménisme, est bel et bien dépassé. Au Liban et en Irak, il existe quelque chose de commun, c'est l'absence de perspective des soulèvements actuels, encore que ce terme convienne plus pour le second que pour le premier cas. Une partie de l'Irak sinon sa totalité a pour ainsi dire fait sécession. A Bagdad, il ne manque que la prise du palais. Mais dans cette ville, compte tenu de sa topographie, qui veut prendre le centre névralgique du pouvoir, doit commencer par s'emparer des principaux ponts enjambant le Tigre. C'est précisément ce que tentent depuis plusieurs jours maintenant les insurgés. A moins d'un miracle, c'est-à-dire d'une implosion surprise du régime, jusqu'à présent une vue de l'esprit, leurs assauts répétés resteront infructueux. Ils se solderont par d'autres morts et blessés dans leurs rangs, et par rien d'autre. Le peuple irakien est en train de faire couler son sang pour rien. Son insurrection est vouée à l'échec. Au Liban, à défaut de changement de régime, chez lui aussi un vœu irréalisable pour le moment, il y a quelque chose qui par contre se profile de façon de plus en plus nette à l'horizon : la guerre civile, dont les ingrédients sont déjà réunis. M. H.

Meriem Benchaouia

La création de start-up commence à intéresser les jeunes

■ *L'intérêt pour ce genre d'entreprises, qui n'a pas encore pris son «véritable envol» dans le sud-est du pays, a connu une évolution au cours des dernières années, surtout chez les jeunes universitaires désireux d'investir dans les créneaux économiques.*

Par Kaci H.

L'intégration dans la vie entrepreneuriale à travers la création d'une start-up commence à intéresser les jeunes de la wilaya de Ouargla, ont estimé des porteurs de projets approchés par l'APS. Cet intérêt pour ce genre d'entreprises, qui n'a pas encore pris son «véritable envol» dans cette wilaya du sud-est du pays, a connu une évolution au cours des dernières années, surtout chez les jeunes universitaires désireux d'investir dans les créneaux économiques, a-t-on souligné. Parmi les jeunes porteurs de projets de la wilaya de Ouargla ayant marqué également leur présence à la conférence internationale «Appui aux start-up dans le domaine du service public» (organisée récemment à Alger par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire), figure Salah-Eddine Sousou (Master-1 en gestion des ressources humaines), membre fondateur d'une start-up pépinière de start-up. «Le premier noyau de ce groupe de travail a été formé lors d'un concours dédié aux jeunes promoteurs, à l'initiative de la Chambre de commerce des Etats-Unis à Alger», a-t-il fait savoir. «Notre pépinière de start-up, dénommée *Dreams hunters company* (Chasseurs de rêves), a pour mission d'orienter et d'accompagner les jeunes porteurs



de projets innovants dans toutes les démarches entrepreneuriales jusqu'au lancement de leurs propres start-up», a-t-il dit. Basée à Oran, *Dreams hunters company* s'engage à développer de nombreux projets dont «le smart clever parking city», considéré comme une application de gestion des parkings via le système de positionnement GPS, a-t-il expliqué. Destiné aux grandes agglomérations urbaines en voie de développement pour devenir des villes intelligentes, ce programme sera lancé à Oran qui abritera les prochains jeux méditerranéens (JM) en 2021, a-t-il fait savoir. Pour sa part, l'associa-

tion «Fikra-Tech» (votre idée) à Touggourt s'emploie aussi à accompagner et à soutenir les porteurs de projets dans les domaines techniques relatifs aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (N-TIC), y compris le e-marketing, tout en offrant les conseils nécessaires sur le plan technique, commercial et juridique, a affirmé le président de l'association, Ishak Krama (maître formateur). Il a signalé, à ce titre, que l'association a enregistré, depuis sa création en 2017, un «vif engouement» des jeunes porteurs de projets en quête d'un environnement favorable pour

promouvoir leurs activités, en coordination avec les acteurs concernés, tels que les organismes d'aide à l'emploi des jeunes, les collectivités locales et l'université. Inciter à la création de start-up et de projets d'incubateurs. Parallèlement, des démarches sont entreprises par le biais du dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), la Caisse nationale d'assurance-chômage (Cnac) et la Pépinière des entreprises à Ouargla pour inciter la création de start-up, au titre d'une stratégie visant à répondre au mieux aux besoins socio-économiques, selon des cadres

locaux de cet organisme. Les actions de sensibilisation et d'information, organisées dans le cadre des efforts menés pour l'impulsion de l'esprit entrepreneurial chez les jeunes diplômés, ont commencé à donner de «bons signes» concernant des porteurs de projets désireux d'investir dans ce domaine, ont estimé les responsables de ces organismes d'aides à l'emploi. Ce résultat «encourageant» est justifié notamment par le nombre de projets financés en faveur des jeunes diplômés issus des secteurs de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle qui n'a pas cessé d'augmenter ces dernières années, ont-ils expliqué. Un incubateur chargé de l'accompagnement des jeunes promoteurs est prévu pour le début de l'année prochaine dans la wilaya, en application d'un programme national portant sur la création de sept structures similaires à travers le pays dans le but de soutenir les jeunes universitaires porteurs d'idées innovantes pour développer leurs micros-entreprises et start-up, selon des responsables centraux du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Ces incubateurs, dont les arrêtés ministériels ont été déjà émis, seront implantés dans des universités et écoles à travers le pays, ont-ils fait savoir.

K. H./APS

Alger /Etablissements éducatifs

Introduction des adresses au système informatique d'adressage

L'Agence d'aménagement et d'urbanisme de la wilaya d'Alger a entamé, récemment, l'introduction des différents établissements éducatifs répartis à travers les communes d'Alger dans le système informatique de gestion des données d'adresses. Dans le cadre du «renforcement» de la base de données du système d'adressage (gestion des données d'adresses), l'Agence d'aménagement et d'urbanisme de la wilaya d'Alger s'attelle à la saisie des adresses et emplacements des différents établissements éducatifs des trois cycles de toutes les communes, a indiqué à l'APS la directrice de l'Agence, M^{me} Boumedjane-Rachedi, en marge de la

20e édition du Salon international du tourisme et de voyages (SITEV 2019), organisé au Palais de la culture Moufdi-Zakaria. Soulignant la nécessité de «l'implication» des Collectivités locales dans cette démarche, elle a expliqué que ce système permettra de «déterminer les besoins des communes en termes de projets de développement». Les communes pourront «intervenir» pour «l'actualisation des données» à chaque fois qu'il y a un changement, a-t-elle ajouté. Concernant le système des données géographiques sur lequel travaille l'Agence, M^{me} Boumedjane-Rachedi a fait savoir que ce dernier «couvre l'ensemble de la wilaya et

localise avec précision les agglomérations et les entreprises économiques et de services», estimant que cette cartographie constitue «un guide touristique, économique et social» auquel il est possible de s'appuyer pour chaque plan d'action futur. Après avoir indiqué que l'Agence œuvrait actuellement à mettre ce dispositif «à la portée des services administratifs», elle a précisé qu'il devra prendre plus de temps avant d'être proposé aux citoyens sous forme d'application permettant la localisation avec précision. Il faudrait régler quelques détails techniques et mettre à jour nombres de données, a-t-elle ajouté.

Lamine H.

Aéroport d'Alger

Transfert des vols domestiques vers le terminal international 1

Les vols domestiques d'Air Algérie et de Tassili Airlines ont été transférés hier de l'aéroport des lignes intérieures vers l'ancien aéroport international d'Alger «Terminal 1», a-t-on appris auprès de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA). Ce transfert permet d'offrir une meilleure prestation aux compagnies aériennes et aux passagers au sein d'un terminal conforme aux normes internationales, a précisé la même source. Air Algérie avait annoncé récemment que ses vols domestiques seront transférés vers le Terminal 1, c'est-à-

dire l'ancien Aéroport international d'Alger «Houari-Boumediène» à compter du lundi 25 novembre courant. Dans un entretien accordé à l'APS, le P-dg de la compagnie,

Bakhouché Allèche, avait confirmé la «bonne santé» financière d'Air Algérie. Il a également assuré que la flotte de la compagnie bénéficiait d'une maintenance technique conforme aux

normes internationales. D'ailleurs, a-t-il fait savoir, l'ensemble des structures d'Air Algérie, chargées de la maintenance et de la sûreté aérienne, étaient certifiées par les hautes

instances internationales spécialisées. Sa flotte comprend des Boeing, des Airbus, des ATR et un avion-cargo Lockheed.

Hani Y.

Accidents de la route

6 morts et 44 blessés en 24 heures

Six personnes sont mortes et 44 autres ont été blessées dans huit accidents de la route, survenus à travers le territoire national durant les dernières 24 heures, selon un bilan publié hier par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Béchar où 3 personnes sont décédées et 25 autres blessées suite à 3 accidents de la circulation. Durant la même

période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour prodiguer des soins de première urgence à 7 personnes incommodées par l'inhalation de monoxyde de carbone, émanant d'appareils de chauffage et chauffebains, dans plusieurs wilayas du pays, selon la même source, précisant qu'un homme âgé de 41 ans est décédé à Tipaza suite à l'inhalation du monoxyde de carbone, émanant

d'un chauffage traditionnel. Les unités de la Protection civile sont, par ailleurs, intervenues pour l'extinction de 4 incendies urbains, industriels et divers au niveau des wilayas de Boumerdes, Oum El Bouaghi, Tissemsilt et d'Alger où un incendie qui s'était déclaré dans un hangar de stockage de produits alimentaires a causé des gênes respiratoires à trois personnes, traitées sur place.

R. N.

Pétrole

Le Brent à plus de 63 dollars

■ Les prix du pétrole étaient stables hier en cours d'échanges européens, soutenus notamment par les spéculations concernant la réunion de l'Opep et de ses alliés début décembre.

Par Salem K.

Hier, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier valait 63,39 dollars à Londres, exactement comme lors de la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance perdait 0,03 % à 57,75 dollars. Les prix avaient atteint vendredi des plus hauts depuis fin septembre, à respectivement 64,27 et 58,74 dollars, avant de s'inscrire en baisse. «La tendance haussière continue de dominer tandis que les marchés envisagent une potentielle hausse de la réduction de la production de brut de l'Opep», a expliqué Neil Wilson, analyste. L'Organisation



PHOTO: R.

des pays exportateurs de pétrole doit se réunir la semaine prochaine à Vienne en Autriche, avec ses dix pays alliés (Opep+) pour décider du futur de leur accord. Si le doute subsiste encore sur de nouvelles baisses, «la reconduction de l'accord actuel semble déjà acquise», a jugé Tamas Varga, analyste. Les courtiers continuaient par ailleurs à surveiller l'état des négociations entre Washington et Pékin. Les deux parties ont envoyé des messages contradictoires vendredi sur la possibilité

de mettre fin à la guerre commerciale, Donald Trump estimant qu'un accord était toujours à portée de main quand son homologue chinois Xi Jinping s'est dit prêt à en découdre. Mais l'optimisme semblait légèrement dominer sur les marchés hier après des informations concernant le vol de propriété intellectuelle. Le sujet «a été l'un des problèmes centraux au cœur des tensions entre les deux pays et la nouvelle selon laquelle Pékin serait prêt à augmenter les peines encourues par les cou-

pables constitue une tentative manifeste de signaler qu'ils tentent de remédier à l'un des principaux points de blocage qui freinent un nouvel accord commercial», a expliqué David Cheetham, analyste. La guerre commerciale entre les deux plus grandes économies mondiales pèse sur la croissance mondiale, et a en conséquence incité les analystes à abaisser leurs prévisions de croissance de la demande de pétrole.

S. K. /APS

Commerce

Au G20, la France veut réformer l'OMC

Un grand nombre de membres du G20 ont appelé à réformer d'urgence l'OMC, confrontée notamment à un blocage imminent de son système de règlement des différends, a rapporté le secrétaire d'Etat français aux Affaires étrangères. «De nombreux membres du G20 ont fait part de l'urgence d'agir, de réformer l'Organisation mondiale du commerce (OMC)», a déclaré Jean-Baptiste Lemoine, en marge d'une réunion des chefs de la diplomatie du G20 à Nagoya, au Japon. Il a cité en

particulier l'Argentine, l'Australie, la France et l'Europe, la Russie et le Canada parmi les vingt économies majeures, avancées et émergentes s'étant ainsi prononcées au cours des discussions de samedi. «Nous sommes à un moment un peu critique, le 11 décembre l'organe d'appel de l'organe de règlement des différends de l'OMC sera dans l'impasse», a-t-il dit. L'administration du président américain Donald Trump empêche depuis plusieurs mois la nomination de nouveaux juges à l'Organe de

règlement des différends (ORD), souvent surnommé la Cour suprême du commerce mondial. Si le blocage américain se poursuit alors que le mandat des juges arrive à expiration, l'ORD n'aura plus le quorum nécessaire pour fonctionner à partir du 11 décembre. «C'est l'organisation elle-même qui est remise en question, dans un tel cas», a estimé M. Lemoine. Si certaines des critiques de Washington sont «recevables, notamment sur la durée des décisions, on a l'impression que ce blocage de l'or-

gane d'appel de l'OMC participe un peu d'une stratégie conduisant vers le commerce administré, c'est-à-dire le droit du plus fort, la relation bilatérale avant tout», a dit M. Lemoine. Le Canada et l'Union européenne avaient annoncé en juillet la mise en place d'une cour d'appel temporaire pour régler leurs litiges commerciaux si Washington continue à bloquer l'organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Malek Y.

Changes

L'euro stable face au dollar, la livre sterling en hausse

L'euro se stabilisait face au dollar hier dans un marché attentif aux échanges entre Washington et Pékin et tandis que la livre sterling progressait, encouragée par l'avance de Boris Johnson dans les sondages. Hier matin, l'euro perdait 0,06 % face au billet vert, à 1,1014 dollar. Washington et Pékin ont envoyé des messages contradictoires vendredi sur la possibilité de mettre fin à la guerre commerciale, Donald Trump estimant qu'un accord était à portée de main quand son homologue chinois Xi Jinping se montrait au contraire offensif. Mais, selon les analystes, des informations sur une promes-

se de la Chine d'être plus sévère à l'égard des violations de propriétés intellectuelles a provoqué un léger regain d'appétit pour le risque, ce qui pénalisait légèrement le yen, considéré comme une valeur refuge. Concernant la zone euro, les investisseurs continuaient de digérer des indicateurs mitigés publiés vendredi. «Malgré un indice PMI manufacturier meilleur que prévu (pour novembre dans la zone euro), la contraction prolongée du secteur semble également plomber le secteur des services», a commenté Han Tan, analyste. Enfin, la livre évoluait en hausse face à l'euro et au dollar tan-

dis que «les investisseurs semblent rassurés par les derniers sondages d'opinion, qui indiquent que le Parti conservateur au pouvoir a une avance confortable à moins de trois semaines de l'élection générale du 12 décembre», a expliqué Ricardo Evangelista, analyste. «Les marchés soutiennent une victoire de Boris Johnson, qui permettrait de tenir à distance les plans radicaux de Jeremy Corbyn et promet une résolution rapide pour Brexit, à la fin janvier», a-t-il ajouté. La devise britannique gagnait ainsi 0,36 % face au dollar et 0,43 % face à l'euro.

A. Y.

Soutenue par la clôture en hausse de Wall Street

La Bourse de Tokyo part en nette hausse

La Bourse de Tokyo a démarré dans le vert hier, soutenue par la clôture en hausse de Wall Street en fin de semaine dernière et de nouveaux espoirs concernant un prochain accord commercial entre Washington et Pékin. L'indice vedette prenait 0,81 % à 23 299,39 points tandis que l'indice élargi Topix gagnait 0,71 % à 1 703,37 points en début de séance. La Bourse de New York

avait terminé sur une note positive vendredi, rassurée notamment par un indicateur sur la consommation américaine. Le yen baissait par rapport au dollar, qui valait 108,77 yens vers 01h00 GMT, contre 108,62 yens vendredi après la clôture de la Bourse de Tokyo, point de référence pour les investisseurs nippons. La monnaie japonaise s'appréciait en revanche très légèrement face à l'euro, à rai-

son d'un euro pour 119,90 yens contre 120,22 yens vendredi. La devise européenne s'échangeait contre 1,1023 dollar, au même niveau que vendredi 20h00 GMT. Les cours du pétrole évoluaient en petite hausse : vers 01h00 GMT le cours du baril de brut américain WTI prenait 0,16 % à 57,86 dollars, tandis que celui du baril de Brent de la mer du Nord gagnait 0,08 % à 63,44 dollars. R. E.

Allemagne Le moral des entrepreneurs s'améliore légèrement

LE MORAL des entrepreneurs allemands a légèrement augmenté en novembre, signe d'un regain d'optimisme sur la résilience de l'économie allemande face aux tensions internationales qui mettent à mal son industrie manufacturière. L'indice est ressorti à 95,0 points en novembre, contre 94,7 en octobre. Cet indicateur, qui donne un avant-goût de l'activité économique, est basé sur un sondage mensuel effectué auprès d'environ 9 000 entreprises allemandes. Ce résultat confirme les prévisions des analystes interrogés par le service financier Factset, qui tablait eux aussi sur une légère hausse de l'indicateur, à 95 points. «L'économie allemande montre sa résilience», affirme Clemens Fuest, président de l'institut. L'IFO table sur une croissance de 0,2 % au quatrième trimestre, éloignant encore la crainte d'une récession de l'économie allemande dans les prochains mois, après une hausse de 0,1 % du PIB au troisième trimestre. Les attentes des entrepreneurs allemands pour les mois à venir se sont encore améliorées, pour atteindre 92,1 points, contre 91,6 en octobre. Ce résultat est toutefois bien loin des chiffres du mois de novembre 2018, à 98,4 points. La confiance dans le commerce a augmenté de 1,23 pour atteindre 0,9 point, en raison notamment de l'espoir d'un prochain règlement du conflit commercial opposant les Etats-Unis et la Chine et de l'amélioration de l'excédent commercial en septembre (+1,3 %). Dans l'industrie, dont la production devrait décroître de 4 % en 2019 selon les prévisions de la Fédération des industriels (BDI), la confiance continue de chuter, de -0,6 point pour atteindre -5,9. Le secteur des services, dont la croissance compense en partie la crise de l'industrie manufacturière, voit son indice de confiance augmenter de 0,6 point sur un mois pour atteindre 17,3 points.

Agences

Adrar

Remise des clés aux bénéficiaires de logements AADL

■ Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud, a supervisé à Adrar, la cérémonie de remise des clés à certains bénéficiaires de logements AADL.

Par Nassima A.

De cette cérémonie, le ministre a indiqué que cette année a connu la distribution de 67 000 logements du programme AADL au niveau national, alors que la prochaine année verra la distribution de 160 000 logements de la même formule, soulignant que toutes les mesures ont été prises pour parvenir à cet objectif.

Plutôt, le ministre a inspecté un chantier d'aménagement urbain des 10 lotissements à l'ouest de la ville d'Adrar, qui comptent le total de 2 752 parcelles de terrain à usage d'habitation. L'opération comporte des travaux de réalisation des différents réseaux, de l'éclairage public et des voiries.

Le ministre a souligné, dans ce sens, l'impératif lancement des différentes opérations d'aménagement urbain au niveau des différents lotissements et leur parachèvement avant l'affectation des aides financières à même d'éviter les retards de ces travaux devant nuire aux citoyens bénéficiaires après la réalisation de leurs logements.

Il a appelé, en outre, à prendre en considération l'affectation d'assiettes foncières aux différentes structures publiques nécessaires parmi ces lotissements, à l'image des structures éducatifs, sanitaires et autres espaces publics ayant trait à la vie quotidienne du citoyen, en respectant le caractère urbanistique local. Saluant, à Adrar, le

rythme et la qualité des travaux au niveau du chantier d'aménagement de la zone industrielle, le ministre a affirmé qu'aucun effort ne sera épargné pour l'accompagnement de la wilaya dans les différents projets du secteur afin de réaliser un bond qualitatif, annonçant l'attribution d'une enveloppe financière de 1,5 mds DA au secteur de l'Habitat dans cette wilaya.

Au terme du premier jour de sa visite à cette wilaya, le ministre a inspecté le projet de réalisation d'un hôpital de 240 lits

situé au chef-lieu de la wilaya. A cette occasion, il s'est félicité de la haute qualité de réalisation de cette structure de santé, dont les travaux ont été confiés au Groupe Cosider.

Le ministre poursuit sa visite, demain lundi, pour s'enquérir du chantier de réalisation d'une cité universitaire de 2.000 lits et superviser le lancement du projet de réalisation de 400 logements promotionnels aidés (LPA) ainsi que le chantier du projet de réalisation d'une cour et d'autres projets de logements.



Constantine

Plus de 300 nouvelles micro-entreprises mises en service depuis début 2019

Plus de 300 micro-entreprises ont été créées et mises en service à Constantine, depuis début 2019, a annoncé le directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos), Acheuk Youcef Chaouki. Le nombre «important» de micro-entreprises a été créé dans le cadre de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) et l'Agence nationale d'assurance chômage (Cnac), a souligné le même responsable, en marge du lancement à partir de la wilaya de Constantine, d'une campagne nationale d'information et de sensibilisation sur les nouvelles mesures d'accompagnement décidées par l'Etat au profit des micro entreprises. Acheuk Youcef Chaouki a, à ce titre, mis l'accent sur l'impact des nouvelles mesures d'accompagnement décidées par l'Etat dans la concrétisation de cette «prouesse». «Les nouvelles micro-entreprises mises en service à Constantine durant l'année 2019, viennent s'ajouter à environ 2 000 autres déjà opérationnelles dans

cette wilaya», a rappelé le même responsable, mettant en avant l'impact généré en matière de résorption du chômage. Dans la wilaya de Constantine, une cinquantaine de Start up ont été créées par des jeunes porteurs de projets dans diverses spécialités technologiques, a-t-on également fait savoir au cours de cette manifestation qui a été marquée par l'organisation à la maison de la culture Malek-Haddad d'un Salon régional sur les micros entreprises. M. Acheuk Youcef a considéré, par ailleurs, que la levée du gel sur plusieurs créneaux d'activité, la facilité d'accès au financement des banques, l'octroi de locaux commerciaux au profit des bénéficiaires des différents dispositifs d'aide à l'emploi, l'encouragement des Start up à travers un couloir vert pour les jeunes, figurent parmi les principales mesures d'accompagnement mises en place par l'Etat pour booster ce domaine créateur de richesses et indispensable pour l'épanouissement économique, estimant que «c'est aux jeunes maintenant de

faire preuve d'initiative». Estimant que la réussite des micro entreprises relève désormais de la volonté du bénéficiaire, compte tenu des multiples facilitations mises en place par l'Etat, le même responsable a rappelé les mesures d'accompagnement décidées par la Casnos comme notamment le paiement échelonné de la cotisation annuelle. A ce titre, M. Acheuk Youcef, insistant sur l'importance du contrôle et du suivi sur le terrain, a mis l'accent sur l'importance de la sensibilisation et de l'information pour rentabiliser au maximum ces mesures d'accompagnement au profit de la jeune génération, avenir du pays. Par ailleurs, le même responsable a indiqué que le nombre de cotisants des travailleurs non-salariés augmente d'année en année au niveau de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos).

Samy Y.

Sétif/ Ksar El Abtal

Raccordement prochain de près de 3 000 foyers au réseau de gaz naturel

Prés de 3 000 foyers de la commune de Ksar El Abtal (40 km au sud de Sétif) seront raccordés prochainement au réseau de gaz naturel, a-t-on appris du directeur local de l'Energie, Mohamed Meziani. «Une enveloppe financière, estimée à 600 millions DA, a été récemment allouée dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales pour la réalisation de cette opération, visant l'amélioration des conditions de vie des citoyens notamment ceux des zones rurales, tout en contribuant à assurer leur fixation dans leurs lieux d'origine», a-t-il précisé. Le projet lancé la fin de la semaine dernière porte sur la création d'un réseau de distribution long de 266 km, selon le responsable. Il permettra également de hisser le taux de couverture en gaz naturel à plus de 96 % et de généraliser son raccordement dans les zones enclavées et éloi-

gnées de diverses localités de cette wilaya, a-t-il fait savoir. Pour rappel, la wilaya de Sétif vient de bénéficier d'un budget d'investissement global évalué à 1,2 milliard DA, puisé de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales pour la concrétisation de projets similaires,

ciblant plusieurs zones de la wilaya. Par ailleurs, 10 477 habitations ont bénéficié à Sétif des bienfaits du gaz naturel, au titre du plan quinquennal 2014-2019, a déclaré le directeur de l'Energie, indiquant que le taux d'avancement des travaux d'approvisionnement de 5 950 foyers

est évalué entre 90 et 95 %, tandis qu'un autre marché relatif au raccordement de 3 330 autres habitations est en phase d'élaboration. L'ensemble de ces branchements s'ajouteront à plus de 43 000 foyers qui avaient été pourvus en gaz naturel entre les années 2010 et 2014

à travers la réalisation d'un réseau de distribution dépassant 2 975 km et un réseau de transport de 104 km, selon les dernières statistiques établies par les services de la direction locale du secteur.

M. D.

Jijel

Baisse de près de 50% de la production de miel

La production de miel dans la wilaya de Jijel a baissé de près de 50 % au terme de la campagne de récolte de l'année en cours, comparativement à la saison précédente, en raison des conditions climatiques défavorables, a-t-on appris du directeur de la coopérative locale d'apiculture, Ali Ouarihe. Le responsable a indiqué que la production de miel a connu une baisse «considérable» cette année comparativement à la saison écoulée au cours de laquelle le climat était «très favorable», notamment durant les mois de janvier et février derniers. «L'impact négatif du climat a constitué le facteur principal du

recul de la production de miel cette année qui s'élève à 3 litres par ruche, contre une production oscillant entre 6 et 8 litres durant la saison dernière», a-t-il ajouté. La baisse de la production du miel a eu «un impact négatif» sur l'apiculteur et le consommateur» a-t-on également fait savoir, précisant que les éleveurs ont subi d'importantes pertes en raison de la difficulté de récupérer les dépenses de production, alors que le consommateur était confronté à des prix élevés, avec le kilo de miel cédé à 4 500 DA et le litre à environ 6 000 DA. «Le déficit de la récolte de miel cette année n'est pas seulement due aux

conditions climatiques, mais il y a aussi d'autres facteurs, tels que l'apparition de certaines maladies fongiques», a estimé de son côté, l'apiculteur Noureddine Boufris. L'apiculteur a également souligné la possibilité de surmonter le problème des conditions climatiques défavorables, en «recourant à la plantation du camphrier qui est capable de fournir une nourriture suffisante à l'abeille, équivalant à 2 ha de fleurs». A noter que la wilaya de Jijel compte plus de 12 000 apiculteurs.

R. R.

Formation du gouvernement en Tunisie

Les concertations «avancent très bien»

■ Le Chef du gouvernement désigné, Habib Jomli, a indiqué que les concertations avec les forces politiques et sociales en vue de former un nouveau gouvernement en Tunisie «avancent très bien», rapportent des médias locaux.

Par Sabiha O.

«**N**ous avons enregistré une compréhension et un

enthousiasme distingués auprès de toutes les forces politiques, sociales et de la société civile que nous avons approchées jusque-là», a-t-il souligné au cours d'un point de presse animé à Dar Dhiafa à Carthage. M. Jomli a précisé que «le prochain gouvernement sera un gouvernement renouvelé tant dans le fond que dans la forme». En outre, deux partis politiques ont exprimé, ces dernières 48 heures, leur position au sujet de la participation au prochain gouvernement. Il s'agit du parti Qalb Tounes (Au cœur de la Tunisie) et Al-Massar. Qalb Tounes, de Nabil Karoui, a indiqué que sa participation au prochain gouvernement «sera décidée après l'examen du programme d'action du futur gouvernement et des membres qui le composeront», tandis que le parti Al-Massar s'est dit non concerné par la participation au prochain gouvernement. Habib Jomli a été proposé au poste de Chef du gouvernement par le parti Ennahdha disposant d'une majorité relative au sein du Parlement (58 sièges sur 217). Le président Kaies Saïed a entériné son choix et a confié à M. Jomli la mission de former un nouveau gouvernement. M. Jomli a un mois renouvelable pour réussir sa mission, faute de quoi une autre personnalité sera désignée par le président Saïed. En attendant la formation du nouveau gouvernement, l'ex-Chef du gouvernement sous la présidence du feu Béji Caïd Essebsi, Youcef Chahed, a été chargé par le président Kaies Saïed d'expédier les affaires courantes du pays.

La participation de «Qalb Tounes» décidée après l'examen du programme du futur gouvernement

La participation de «Qalb Tounes» au nouveau gouvernement au cas où il serait invité à y faire partie, «sera décidée après l'examen du programme d'action du futur gouvernement et des membres qui le composeront», a fait savoir le président de la formation politique, Nabil Karoui. A l'issue de sa rencontre avec le Chef du gouvernement désigné, M. Karaoui, cité par l'agence TAP, a ajouté que la rencontre qu'il a eue avec M. Habib Jomli s'inscrivait dans le cadre de «la poursuite» des concertations et l'échange de points de vue sur le futur gouvernement. Concernant la participation (ou non) au gouvernement, Nabil Karoui, dont le parti est arrivé deuxième aux dernières législatives d'octobre, a estimé qu'«il est encore tôt pour se prononcer sur cette question» qui, a-t-il dit, «n'a pas été abordée lors de cet entretien». «Nous sommes ouverts à toutes les propositions servant l'intérêt de la Tunisie», a-t-il poursuivi, insistant sur «la nécessité d'opter pour des compétences nationales et d'éviter les quotas partisans». Nabil Karoui n'a pas déterminé la position de «Qalb Tounes» par rapport à sa participation au gouvernement ou son positionnement au sein de l'opposition. «Ce sont les structures du parti qui décideront», a-t-il dit. Cette rencontre, selon M. Karoui, a porté sur l'approfondissement des prises de position du parti à propos de plusieurs questions, dont celle relative à la neutralité des ministères de souveraineté, et à l'allègement des restrictions sur la liberté de la presse et des médias. L'accent a aussi été mis



sur l'impératif de mettre un terme à «l'appauvrissement des classes moyennes et celles à faible revenu», a-t-il ajouté. Interrogé sur les déclarations de Rached Ghannouchi affirmant qu'Ennahdha ne participera pas à un gouvernement auquel prendra part «Qalb Tounes», Nabil Karoui a dit «respecter Ghannouchi en sa qualité de président du Parlement et d'homme patriote». «J'attendais de sa part qu'il soit le président de tous les Tunisiens vu qu'il est le président du Parlement, et de charger quelqu'un d'autre pour représenter Ennahdha aux concertations sur le futur gouvernement et non lui-même». Les concertations entre un groupe d'experts, chargé d'élaborer le programme d'action du prochain gouvernement tunisien par M. Jomli et les représentants des partis Qalb Tounes,

Attayar et la coalition Al karama, ont démarré vendredi. «Qalb Tounes» a appelé vendredi à accélérer la formation du nouveau gouvernement «sans attendre les délais constitutionnels».

L'ex-président Moncef Marzouki annonce son retrait de la vie politique

L'ex-président tunisien, Moncef Marzouki, a annoncé dimanche soir son retrait de la présidence du parti Al-Harak et de la vie politique. Un des héros de la «révolution de Jasmin» a expliqué dans une lettre publiée sur sa page officielle Facebook, avoir pris cette décision suite à l'échec lors des dernières élections. «Toutefois, je resterai engagé envers les causes du peuple»,

a-t-il souligné. Lors de l'élection présidentielle de 2019, Marzouki a occupé la 11^e place (2,97 des voix) parmi 26 candidats alors que son parti Al-Harak n'a eu aucun siège au Parlement. Marzouki a commenté, dans sa lettre, la situation politique actuelle. Il a remis en doute la capacité du pouvoir, «même s'il le veut, à réussir, seul, la lutte contre la corruption», et a appelé les Tunisiens, ou ce qu'il appelle «le peuple des citoyens» à déclarer «la guerre à la corruption et à se mobiliser pour extirper ce cancer qui menace son droit à une vie décente». Moncef Marzouki est le 4^e président de Tunisie, après avoir été un farouche opposant au régime de Zine El Abidine Ben Ali (1987-2011) et un défenseur des droits de l'homme. S. O.

Sahara occidental

Les participants à la 44^e Eucoco dénoncent les violences exercées contre les femmes

Les participants aux travaux de la 44^e Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucococo) ont dénoncé lors d'une manifestation devant le siège où se tient la conférence à Victoria (Espagne), la répression brutale et systématique contre les civils sahraouis dans les territoires occupés du Sahara occidental. Ils ont également dénoncé les campagnes d'arrestations à l'encontre d'activistes militants des droits de l'Homme et journalistes, la dernière en date étant l'arrestation, il y a quelques jours, de Mahfouda Lefkir à l'intérieur de la «cour d'appel», alors qu'elle assistait à un procès politique contre un activiste de l'Intifadha. Les manifestants ont fait part également de leur condamnation de la poursuite du pillage des ressources naturelles du Sahara occidental par les multinationales,

un pillage devenu désormais un outil de renforcement de l'occupation marocaine du Sahara occidental et d'achat du silence des gouvernements européens vis-à-vis des graves violations des droits de l'Homme et crimes de guerre perpétrés à grande échelle dans les parties occupées des territoires de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Exprimant leur indignation quant à la recrudescence des violences l'encontre de la femme sahraouie, prise pour cible d'une façon effroyable dans les régions occupées, les participants à la 44^e Eucoco ont souligné que les agressions physiques sur les femmes sahraouies sont devenues un phénomène qui se répète lors de toutes les manifestations et acti-

vités organisées dans les villes occupées. A ce propos, les organisations sahraouies des droits de l'Homme ont enregistré plus de 100 cas de violence et de torture contre les femmes lors de cette année. A signaler que les travaux de la 44^e Conférence Eucoco ont enregistré la présence de plus de 20 Etats, de représentants de gouvernements reconnaissant officiellement la

RASD, de chefs de forces politiques espagnoles et syndicales, des membres d'institutions régionales et locales, d'experts en Droit international et autres domaines, de délégués d'Organisations non-gouvernementales (ONG), ainsi que des associations d'amitié avec le peuple sahraoui.

Fella Y./Agences

Libye

L'armée américaine annonce avoir «perdu» un drone

Un drone de l'armée américaine a disparu au-dessus de la Libye, où des groupes rebelles se battent pour le pouvoir face à un gouvernement reconnu par l'ONU, a annoncé le Pentagone. L'engin, non armé, «a été perdu au-dessus de Tripoli jeudi», a déclaré le commandement militaire américain pour l'Afrique (Africom) dans un communiqué. Aucune explication n'a été avancée. Une

enquête est en cours sur cet incident, a-t-il précisé. Le commandement conduit des opérations de drones en Libye pour «évaluer la situation sécuritaire et surveiller l'activité extrémiste violente», selon le communiqué. «Ces opérations sont cruciales pour contrer l'activité terroriste en Libye et sont totalement coordonnées avec les responsables gouvernementaux appropriés», ajoute le comman-

dement américain. Cette annonce intervient alors que les forces loyales au maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'Est libyen, ont annoncé avoir abattu mercredi un drone italien qui survolait une zone sous leur contrôle dans l'Ouest du pays, près de Tripoli.

R. M.



Israël

Expulsion du représentant de Human Rights Watch

■ Le directeur de l'organisation Human Rights Watch pour Israël et les Territoires palestiniens, Omar Shakir, est devenu hier la première personne à être expulsée du territoire israélien dans le cadre de mesures controversées contre une campagne de boycottage de l'État sioniste.

Par Rosa C.

Depuis 2017, Israël interdit l'entrée sur son territoire à des étrangers accusés de soutenir la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) contre le pays. Mais, selon le ministère des Affaires stratégiques israélien, M. Shakir, citoyen américain, est le premier à être expulsé en vertu de cette mesure. Israël a refusé de renouveler son visa fin 2018, l'accusant de soutenir le BDS, ce que Omar Shakir nie. Après une série d'appels, début novembre, la Cour suprême israélienne a donné son feu vert à son expulsion. «Je ne me souviens pas d'une autre

démocratie ayant bloqué l'accès à un chercheur de Human Rights Watch», a déploré auprès de l'AFP le directeur de l'organisation, Kenneth Roth. «Cela démontre le caractère de plus en plus restreint de la démocratie israélienne», selon lui. M. Shakir a comparé cette expulsion au traitement qu'il a reçu par l'Égypte, la Syrie ou Bahreïn. HRW assure qu'il poursuivra sa mission mais à l'extérieur d'Israël, faute de visa. L'Union européenne a exprimé son opposition à la décision israélienne ainsi que l'ONU qui avait mis en garde en mai contre le «rétrécissement de l'espace accordé aux défenseurs des droits humains pour agir en Israël». Les États-Unis ont dit leur

forte opposition à la campagne BDS visant l'État d'Israël», affirmant toutefois leur attachement à la liberté d'expression. Au cœur du conflit opposant Israël à HRW se cache la guerre que mène l'État hébreu contre la campagne mondiale BDS. BDS appelle au boycott économique, culturel ou scientifique d'Israël afin d'obtenir la fin de l'occupation et de la colonisation des Territoires palestiniens. Ses soutiens s'appuient sur l'exemple de l'Afrique du sud, affirmant que le boycott du pays a permis de mettre fin au régime d'apartheid. Israël accuse le BDS d'antisémitisme, ce que les intéressés nient. Pour justifier l'expulsion, l'État hébreu a dans un premier temps mis en exergue des commentaires d'Omar Shakir défendant le boycott d'Israël avant qu'il ne prenne son poste en Israël en 2017. Les autorités israéliennes reprochent aussi à HRW sa critique des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, illégales selon le droit international. «Tous ceux qui agissent contre Israël doivent savoir que nous ne leur permettons pas de vivre, ni de travailler ici», avait déclaré après le verdict de la Cour suprême, le ministre israélien de l'Intérieur qui a présenté M. Shakir comme «un dirigeant du mouvement BDS». «Ni HRW ni moi-même en tant que son représentant n'avons jamais appelé au boycott d'Israël», s'est défendu M. Shakir. De même qu'elle le fait à l'adresse des gouvernements, HRW a appelé



PH. > D. R.

les entreprises opérant dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée à cesser de le faire, estimant qu'elles contribuaient aux violations des droits humains, a-t-il expliqué. Plus de 600 000 Israéliens sont installés dans des colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, territoires occupés par Israël depuis 1967 et où vivent environ trois millions de Palestiniens. Ces colonies n'ont «aucun fondement en droit» et constituent une «violation flagrante du droit international» selon la résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU. «Israël ne met pas Omar Shakir dehors, son visa n'est pas renouvelé», estime Gerald Steinberg, de l'organisation NGO Monitor, qui cherche à exposer les autres ONG ou organisations internationales cri-

tiques d'Israël. «C'est une pratique standard, toutes les démocraties le font». Son organisation a dénoncé devant les tribunaux israéliens «le travail très déséquilibré, et notamment antisémite, d'Omar Shakir», accusations que nie l'intéressé, pointant une «attaque systématique des groupes de défense des droits humains, qu'ils soient israéliens, palestiniens ou internationaux» de la part des autorités israéliennes. Pour Kenneth Roth, M. Shakir est visé car il a mis «en lumière efficacement les politiques discriminatoires israéliennes». Mais «en tentant de pénaliser Omar et de l'expulser, Israël met davantage en lumière ses propres manquements», souligne-t-il.

R. C.



Commentaire

Couple

Par Fouzia Mahmoudi

Qui se souvient encore aujourd'hui de «Merkozy», le couple fort de l'Europe que formaient les alliés allemand et français, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. Une alliance et une complicité qui avaient beaucoup aidé les deux pays à garder prise sur l'Union européenne dont ils représentaient les deux têtes fortes. D'ailleurs, en 2012 à l'occasion des élections présidentielles françaises, Angela Merkel n'avait pas hésité, allant à l'encontre de tous les protocoles, à se prononcer ouvertement pour une réélection de Nicolas Sarkozy qui a fini par perdre sa place à l'Élysée au profit du socialiste François Hollande. Ce dernier après quelques débuts difficiles avait néanmoins réussi à tisser une relation de travail positive avec Merkel dont il connaissait le poids politique à l'échelle de l'Europe. En 2017 toutefois la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection française pose un véritable problème à Merkel qui voit d'un mauvais œil l'ambition démesurée du nouveau président de l'Hexagone qui veut se tailler une place de choix au plan international et cela va sans dire sur le plan européen. L'arrogance du jeune président, novice en politique, n'arrange rien alors que Merkel en est déjà à sa douzième année à la tête de la première puissance économique du vieux continent. Et aujourd'hui, la chancelière a encore de nouvelles raisons de s'emporter contre le jeune Macron. En effet, la dirigeante allemande n'a pas vraiment apprécié les propos d'Emmanuel Macron sur le dossier de l'Otan comme le révèle le «New York Times». Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire «The Economist», le chef d'État français avait estimé que l'Otan était en état de «mort cérébrale». Il expliquait cela par le désengagement américain vis-à-vis de ses alliés de l'Otan et le comportement de la Turquie, membre de l'Alliance atlantique. Des propos qui ont visiblement irrité Angela Merkel. Lors d'un dîner célébrant le 30e anniversaire de la chute du mur de Berlin, elle aurait ainsi fait part de son mécontentement directement à Emmanuel Macron. «Je comprends votre désir d'une politique perturbatrice. Mais j'en ai marre de ramasser les morceaux. Encore et encore, je dois sans cesse recoller les tasses que vous avez cassées pour que nous puissions ensuite nous asseoir et prendre une tasse de thé ensemble», rapporte le «New York Times». Ce à quoi le chef de l'État français aurait répondu : «Je ne peux pas rester là et faire comme si rien ne s'était passé». Des relations tendues à l'approche du sommet organisé à Londres les 3 et 4 décembre prochain pour les 70 ans de l'Otan. «Je n'ai pas vu les relations franco-allemandes à un point aussi bas depuis très longtemps. J'ai rarement vu une telle amertume et un tel désaccord», a d'ailleurs déclaré Claudia Major, analyste en sécurité à l'Institut allemand pour les affaires internationales et de sécurité (SWP) de Berlin, citée par le «New York Times». Reste que la collaboration est un pilier central de l'Union européenne qui a besoin d'un couple franco-allemand fort. Reste à savoir si Macron fera ce qu'il faut dans les semaines et mois à venir pour tenter de retisser le lien entre Paris et Berlin ou si les désaccords entre le président français et la chancelière allemande continueront de se désagréger compromettant la coopération historique entre les deux pays depuis près de sept décennies.

F. M.

États-Unis

Le chef de l'US Navy, en désaccord avec Trump, quitte son poste

Le chef de l'US Navy, Richard Spencer, a été contraint à la démission dimanche en raison d'une controverse sur le sort d'un soldat d'élite accusé de crimes et gracié par le président Donald Trump. M. Spencer, auquel le secrétaire à la Défense Mark Esper venait de demander de démissionner, a confirmé son départ dans une lettre ouverte où il critique Donald Trump, commandant en chef des forces armées américaines. «Je ne partage plus la même compréhension que le Commandant en Chef qui m'a nommé, en ce qui concerne les principes fondamentaux du bon ordre et de la discipline», a écrit M. Spencer dans cette lettre publiée par les médias américains. «Je reconnais par la présente la cessation de mes fonctions comme secrétaire américain à la Marine». Quelques heures auparavant, le secrétaire à la Défense Mark Esper avait appelé Richard Spencer à démissionner de son

poste, une fonction civile. M. Esper «a demandé la démission du secrétaire à la Navy Richard Spencer après avoir perdu confiance en lui concernant son manque de sincérité sur des conversations avec la Maison-Blanche dans le traitement du cas du Navy Seal Eddie Gallagher», indiquait le Pentagone dans un communiqué. M. Esper est «profondément troublé par ce comportement», ajoutait le Pentagone. Edward Gallagher, membre des Navy Seals, une unité d'élite de la Navy, avait été jugé pour crimes de guerre dans une affaire très suivie aux États-Unis. Il avait été déclaré le 2 juillet non coupable du meurtre d'un prisonnier en Irak en 2017 et acquitté de deux tentatives de meurtre sur des civils irakiens. Mais le soldat Gallagher avait été déclaré coupable d'avoir posé à côté du corps du jeune homme tué en compagnie d'autres soldats, une photo de nature à «porter préju-

dice aux forces armées», d'après l'acte d'accusation. Il avait en conséquence été dégradé d'un rang, une sanction qui réduisait sa solde et sa retraite. Le 15 novembre, Donald Trump avait annulé la décision de la Navy de rétrograder Gallagher. Le département de la Défense a accusé le secrétaire à la Marine d'avoir proposé en cachette à la Maison-Blanche un arrangement aux termes duquel, si la présidence n'interférait pas avec les procédures entreprises contre Gallagher, le militaire prendrait sa retraite sans être auparavant exclu des Navy Seal. Richard Spencer n'aurait pas communiqué cette proposition au secrétaire à la Défense. L'US Navy avait lancé une procédure interne qui pouvait aboutir au retrait à Edward Gallagher et à trois autres membres de la même unité de l'insigne distinctif des Navy Seals, le Trident, une sanction qui équivalait à une exclusion pure et simple des SEALs.

Arts plastiques

Inauguration de la galerie d'art de l'Opéra d'Alger

■ Une nouvelle galerie d'art a été inaugurée samedi soir à l'Opéra d'Alger par une exposition collective réunissant les œuvres d'une dizaine de plasticiens algériens sur les paysages, les monuments et les coutumes de la Serbie.



Par Adéla S.

Intitulée «La Serbie vue par des artistes algériens», cette exposition collective d'œuvres de huit artistes peintres a été élaborée en partenariat avec l'ambassade de Serbie en Algérie après une résidence de création.

Ce nouvel espace situé dans le hall de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih a été conçu comme une galerie d'art à part entière qui ambitionne de profiter de la fréquentation importante de cet établissement pour mettre en avant les travaux de plasticiens algériens dans de bonnes

conditions, indique son directeur, Noureddine Saoudi.

Cet espace aménagé aux normes d'une galerie d'art en matière de cimaises et d'éclairage, «sera géré par un professionnel du marché de l'art qui sera installé prochainement, et qui aura pour mission de sélectionner les artistes et élaborer les expositions en plus de s'occuper du volet de la vente d'œuvres d'art», précise le directeur de l'Opéra.

S'il compte mettre en avant le travail de jeunes artistes, cet espace devra fonctionner comme une galerie d'art à part entière et proposer des expositions de haute facture.

Cette exposition regroupe des artistes comme Nedjma Laib qui propose une reproduction d'un monastère, Mohamed Demis et Salim Bouhali qui ont travaillé sur le costume folklorique féminin en Serbie ainsi que des artistes comme Abderrezak Bouzid et Djamilia Ababsia.

L'exposition «La Serbie vue par des artistes algériens» se poursuit jusqu'au 28 novembre.

A. S./APS

Batna

Parution du 1^{er} numéro de la revue culturelle «Nawafid»

Le premier numéro de la revue culturelle «Nawafid» (Fenêtres) vient d'être publié par la maison de la culture Mohamed-Laïd-Al-Khalifa de la ville de Batna.

Ce nouveau-né, à caractère culturel, se propose d'immortaliser le passage des artistes et des intellectuels à la maison de la culture Mohamed-Laïd-Al-Khalifa, ouverte en 1977 et qui compte parmi les premières mai-

sons de la culture en Algérie, a indiqué son directeur, Abdelmalek Benbekhta.

Le premier numéro de la revue propose notamment deux interviews, dont la première avec le photographe et artiste Abdelkader Guemguem et la seconde avec le musicien Lazhar El Hadj Tayeb qui ont formé de nombreux artistes chacun dans son domaine.

Ces interviews constituent une reconnais-

sance des contributions de ces deux artistes à la formation d'une génération de photographes et de musiciens au travers des ateliers qu'ils ont animé pendant plusieurs décennies à la maison de la culture, a indiqué Mohamed Benslimane, rédacteur en chef de cette publication trimestrielle.

Racim C.

Disparition

L'écrivain et journaliste Nick Tosches est mort

Auteur de romans noirs («Trinités»), d'essais sur le country et le rock («Héros oubliés du rock'n'roll») ou encore de biographies de Jerry Lee Lewis («Hellfire») ou Dean Martin («Dino»), Nick Tosches est mort à l'âge de 69 ans.

Nick Tosches est mort à l'âge de 69 ans, dans son domicile de Manhattan, ce dimanche 20 octobre 2019. Selon le «New York Times», il était malade depuis quelque temps. Journaliste pour des magazines de rock comme «Cream ou Rolling Stone», il avait écrit des essais sur le rock (Héros oubliés du rock'n'roll), les biographies de Jerry Lee Lewis (Hellfire), Dean Martin (Dino) ou du boxeur Sonny Liston (Night Train), et des romans noirs comme «La Religion des ratés et Trinités». Télérama l'avait rencontré en 2003 pour un portrait à l'occasion de la sortie de «La Main de Dante».

Le héros du dernier livre de Nick Tosches, «La Main de Dante», s'appelle Nick Tosches. Et ce n'est pas un personnage recommandable. Précoce, il avoue avoir commis son premier meurtre dès l'âge de 6 ans. Puis voleur, dealer, ivrogne, junkie. Suffisamment cynique et machiste, par-dessus le marché, pour abandonner sa fille dès la naissance après avoir balancé à la mère cette formule définitive : «Ma chérie, tout ce qui sort de ton ventre t'appartient». Allez donc savoir ce qui est vrai là-dedans ! Tosches, l'écrivain, est une légende. Et le problème avec les légendes, c'est qu'on ne sait jamais par quel bout les prendre.

Tout juste pourra-t-on noter, au fil du récit, quelques ressemblances frappantes entre le personnage du livre et la biographie de son auteur, né à Newark, dans le New Jersey, en 1949, d'un père italien et d'une mère irlandaise. Mêmes humanités derrière le bar paternel dès l'âge de 14 ans. Mêmes accointances avec la pègre, même nostalgie des traditions mafieuses, dominée par l'image idéalisée d'un grand oncle paternel. Même carrière fulgurante, plus tard, de journaliste et d'historien du rock'n'roll et de la culture pop, dont certains ouvrages, Dino, biographie de Dean Martin, et Hellfire, consacré à Jerry Lee Lewis, font désormais figure de classiques. Même réputation sulfureuse, enfin, de «romancier de l'enfer», après la publication de deux romans noirs, La Religion des ratés et Trinités, irradiés par leur connaissance intime de la mafia et la

puissance de leur interrogation sur la question du mal. «J'avais passé le plus clair de ces années à me bourrer la gueule, d'accord, mais quand j'écrivais je ne buvais jamais une goutte. Jamais, au grand jamais. L'un de mes livres, Hellfire, avait été encensé par la critique. C'était ma rédemption. Allez tous vous faire mettre ! Je ne suis pas un pochard ! Je ne suis pas un junkie ! Je suis un écrivain de génie, bordel !», s'exclame ainsi Nick Tosches le héros du roman, avec ce sens millimétré de la provocation de Nick Tosches l'écrivain.

Est-ce bien le même homme qui vous reçoit dans sa chambre d'hôtel parisien et vous accueille avec cette courtoisie de gentleman anglais ? On s'attendait au souflet de la tempête, à l'instar de celui qui embrase certains passages du livre, comme cette philippique d'anthologie contre l'édition américaine progressivement

réduite à «une espèce de centre de diffusion de sous-produits industriels, géré par des commerciaux sans imagination». Et l'on se retrouve face à un homme particulièrement affable, parlant d'une voix douce et mesurée. Le teint pâle, le corps mince et élégant, presque diaphane, un léger affaissement des épaules, une certaine usure du regard trahissant mille batailles et de très anciennes blessures.

La conversation roule sur son livre, qui met donc en scène un personnage nommé Nick Tosches et un autre appelé... Dante Alighieri. Le point de départ est la découverte, dans les sous-sols de la bibliothèque du Vatican, d'un document oublié depuis des siècles. Des centaines de feuillets, en parchemin pour la plupart, commençant par ces mots : «Nel mezzo del cammin di nostra vita...». Un trésor inestimable qui, après maintes

péripéties, va tomber entre les mains de la mafia. Et quelque temps plus tard dans celles d'un certain Nick Tosches, connu par de vieux complices en truanerie pour ses complicités en matière de poésie ancienne et en particulier pour sa familiarité avec l'œuvre de Dante.

Commence alors une double aventure. Celle de Tosches, qui a bientôt la certitude d'être en présence du manuscrit autographe de «La Divine Comédie». Et celle de Dante, sept siècles plus tôt, en proie aux affres de la création d'un des plus beaux poèmes que l'humanité ait produits. Une double course contre la montre, aussi érudite que déjantée, écrite dans deux styles complètement différents. Un peu comme si le cinéaste Quentin Tarantino avait collaboré à certains passages du «Nom de la rose» d'Umberto Eco.

Michel Abescat/Télérama

Au profit des cadres de la direction régionale Est des Douanes

Formation sur la sauvegarde du patrimoine

Un cycle de formation dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine au profit des cadres douaniers, activant dans différentes wilayas de l'Est du pays, a été ouvert dimanche à Constantine en collaboration avec le Musée national Cirta, a indiqué le sous-directeur de l'administration des moyens auprès de la direction régionale des Douanes, Abdelhamid Maoudj.

Une trentaine de cadres douaniers des wilayas de Biskra, Batna, Skikda et Constantine poursuivent de dimanche à jeudi une session de formation sur les mécanismes et les méthodes à mettre en œuvre pour renforcer davantage les actions menées

par les Douanes algériennes pour sauvegarder le patrimoine national, a souligné le responsable à l'APS.

L'initiative, qui se veut également une occasion pour sensibiliser davantage les douaniers sur l'importance de la sauvegarde du patrimoine national et la mémoire collective, s'inscrit dans le cadre du programme de formation mis en place par la direction générale des Douanes en vue de perfectionner et consolider l'intervention des douaniers du point de vue administratif et opérationnel, a ajouté M. Maoudj.

Mettant en avant les dispositions de l'article 3 du code des douanes dans son volet

relatif à la protection du patrimoine artistique et culturel, le responsable a affirmé que la direction des Douanes œuvre à travers ce genre de formation, organisée avec des spécialistes en la matière, à renforcer l'action de terrain en dotant les douaniers des connaissances et repères nécessaires permettant une meilleure intervention sur le terrain.

Ce cycle de formation encadré par des cadres du Musée national Cirta comprend un volet théorique et un autre pratique sur le site historique de Tiddis, dans la commune de Béni Hamidene, à la sortie nord-est de Constantine.

R. C.



Affaire USMA-MCA

La direction usmiste apporte ses preuves

LA DIRECTION de l'USM Alger a annoncé dimanche avoir appuyé le dossier qu'elle a introduit au niveau du Tribunal algérien de règlement des litiges sportifs par les dernières déclarations du président de la FAF, Kheïreddine Zetchi, qui lui sont favorables dans l'affaire du derby perdu par forfait contre le MC Alger. Invité à une émission sportive diffusée vendredi sur la Radio nationale, Zetchi avait expliqué en effet que «pendant la précédente réunion du Bureau fédéral à Ouargla, des membres de la Ligue de football professionnel avaient exposé le problème des matchs en retard et de la possibilité d'en faire jouer quelques-uns pendant les dates Fifa afin d'alléger le calendrier», ajoutant qu'après une longue discussion «la FAF avait fini par accepter». Mais selon le premier responsable de la Fédération algérienne de football (FAF), cette acceptation a été conditionnée par deux points importants, à savoir qu'aucun match en retard ne se joue en même temps que les matchs de

l'Equipe nationale, et que les clubs concernés soient d'accord pour jouer aux dates qui allaient leur être fixées. Une réaction «favorable» aux Rouge et Noir, sanctionnés par un match perdu sur tapis vert et par une défalcation de trois points pour avoir refusé de jouer ce derby contre le voisin mouloudéen. L'USMA avait argué son refus de disputer ce match par le fait que plusieurs de ses joueurs se trouvaient en équipe nationale militaire, en plus de l'international libyen El-Lafi, également retenu avec la sélection de son pays. Mais la Ligue s'était «entêtée» à l'obliger de jouer, n'hésitant pas à sanctionner le club après son forfait. Ainsi, s'étant sentie lésée par cette sanction, la direction de l'USMA a décidé de porter l'affaire devant le Tribunal algérien de règlement des litiges sportifs avec l'espoir de recouvrer ses droits. Aujourd'hui, avec les propos du président de la FAF, elle a décidé d'appuyer son dossier par cette nouvelle pièce, alors que le verdict du Tribunal devrait être rendu cette semaine.

Ligue des champions

JS Kabylie - Vita Club se jouera au stade du 1^{er}-Novembre

LA JEUNESSE Sportive de Kabylie accueillera ce vendredi la formation congolaise de Vita Club pour le premier match de poule du groupe D en Champions League africaine.

Finalement, le stade du 1^{er}-Novembre a été homologué pour les matchs de la Ligue des champions, après que la commission d'inspection de la CAF qui était à Tizi Ouzou la semaine passée, n'eut relevé aucune anomalie.

Le stade pourra à cet effet abriter les rencontres continentales de la JSK en commençant par celle de la première journée de la phase des poules face au Vita club.

Rappelons que la JSK est tombée dans le groupe D de la phase des poules de la Ligue des champions en compagnie du Raja Casablanca, l'Espérance de Tunis ainsi que la formation de Vita Club.

Brèves des fédérations algériennes :

Tennis : Afin de finaliser le programme fédéral de la saison sportive 2020, la Fédération algérienne de tennis a demandé aux ligues affiliées de transmettre leurs propositions ainsi que celles de leurs clubs, avant le 28 novembre 2019.

Vietnam : La Fédération algérienne de vietnam a reporté à une date ultérieure l'examen de passage de grades, prévu initialement les 8 et 9 novembre, pour des raisons «techniques et organisationnelles».

Sports mécaniques : La ligue algéroise de sports mécaniques a organisé samedi la troisième étape de la course de côte sur le circuit de Bouharoun, à Tipasa.

Arts martiaux (1) : La sélection algérienne de yoseikan budo (seniors) effectuera son quatrième regroupement du 25 au 30 novembre à l'Ecole nationale des sports olympiques d'El Bez (Sétif), en prévision des prochaines échéances. Treize athlètes ont été convoqués, sous la conduite du Directeur des équipes nationales, Youcef Haggani et de l'entraîneur en chef, Salah Mouhoub.

Karaté-do : La Fédération algérienne de karaté-do a invité les ligues affiliées à s'inscrire sur sa plateforme digitale pour avoir les licences des athlètes en vue de la nouvelle saison sportive, comme l'a déjà fait celle de Tlemcen récemment.

Aïkido : La Fédération algérienne d'aïkido a informé les ligues affiliées que l'examen de passage de grades «ceinture noire», prévu initialement en ce mois de novembre, a été reporté à une date ultérieure, et ce, jusqu'à réception de l'autorisation du ministère de la Jeunesse et des Sports.

Arts martiaux (2) : La sélection algérienne de qwan ki do (messieurs et dames) sera en stage de préparation à l'Ecole nationale des sports olympiques d'El Bez (Sétif) du 30 novembre au 4 décembre. 18 athlètes chez les messieurs et 7 autres en dames ont été appelés par le staff technique, dirigé par le Directeur des équipes nationales, Youcef Haggani et de l'entraîneur national, Farid Mously.

Rugby : La sélection nationale de rugby à XV, sous la houlette de l'entraîneur Boumediene Allam, sera en regroupement à Saint-Maximin (France), en prévision de la Rugby Africa Cup en 2020.

AS Monaco Slimani buteur mais contrarie son entraîneur

■ La soirée a été mouvementée pour le buteur de la sélection nationale et l'AS Monaco, Islam Slimani, qui a certes été décisif pour sa formation en inscrivant un but, mais n'a pas achevé le match avec la même réussite, vu qu'il a été expulsé par l'arbitre après cumul de cartons.

Slimani a irrité son coach



Par Mahfoud M.

Opposée à une formation des Girondins de Bordeaux largement diminuée par les absences, l'AS Monaco n'a pas été en mesure de l'emporter au Matmut Atlantique ce dimanche (2-1). Renversée après avoir mené au score, la formation entraînée par Leonardo Jardim peut nourrir des regrets, tant la physionomie du match ne lui a pas été favorable, la faute notamment à une expulsion plus qu'évitable de l'attaquant Islam Slimani en seconde période.

«On est très bien rentrés dans

le match, on l'a contrôlé avec de l'intensité et de la rigueur. On a mené 1-0 et à partir de là, on a fait des erreurs, avec un manque de concentration. On prend ce but sur un corner, avec un manque de marquage. Il y a des petites erreurs de concentration que tu payes cash à ce niveau. En deuxième mi-temps, on a essayé de faire la même chose qu'en première, en étant plus forts mais il y a ce deuxième carton jaune (pour Islam Slimani) et ce penalty», a analysé Leonardo Jardim en conférence de presse au sortir de la rencontre, avant de s'attarder quelque peu sur le cas de l'attaquant algérien, déce-

vant.

«Avec quinze jours sans compétition, les joueurs perdent leur concentration et aujourd'hui, beaucoup en ont manqué. C'est très important pour jouer au haut niveau. J'ai reproché à Slimani son manque de concentration, mais pas que ça, le fait qu'il parle à l'arbitre et aux supporters. Il a inscrit un but mais sincèrement j'attends plus de lui, c'est important aussi le comportement et ce n'était pas un grand jour pour lui», a pesté le Portugais. Le principal intéressé s'expose à une suspension assez salée.

M. M.

Schalke 04

Bentaleb a évolué avec la réserve

Le milieu international algérien de Schalke 04 (Div.1 allemande de football), Nabil Bentaleb, éloigné des terrains depuis septembre, a retrouvé samedi la compétition en disputant un match de championnat avec l'équipe réserve (U-23), rapportent dimanche des médias locaux. Titularisé, le milieu relayeur algérien a cédé sa place en fin de partie, réalisant un «bon» match, selon l'entraîneur de la réserve de la formation de la Ruhr, Thorsten Fröhling. «Bentaleb a fait ce qu'il fallait faire, il a gagné plusieurs duels, assumant pleinement son rôle sur le terrain en dépit de l'état difficile de la pelouse. Nous avons songé à le remplacer au terme de la première période, mais il a tenu bon physiquement», a-t-il réagi à l'issue de la partie. Victime d'une déchirure du ménisque, Bentaleb (24 ans) a

été opéré en septembre. L'ancien joueur de Tottenham n'a joué aucun match cette saison et plusieurs médias ont indiqué que les dirigeants de Schalke aimeraient le vendre durant le prochain mercato. Bentaleb s'entraîne depuis deux semaines avec les U23 de Schalke pour retrouver un peu ses capacités phy-

siques. Annoncé sur le départ durant l'intersaison au Werder Brême, cette blessure a mis fin aux négociations et le joueur algérien a fini par rester au club de la Ruhr cette saison. Il avait été également écarté de la sélection algérienne, sacrée championne d'Afrique lors de la CAN-2019 cet été en Egypte.

Ligue 1 (11^e journée)

Le NAHD et le MCO font match nul

LE NA HUSSEÏN-DEY et le MC Oran ont fait match nul (0-0), dimanche au stade du 20-Août-1955 d'Alger, en clôture de la 11^e journée du championnat de Ligue 1 de football. A l'issue de ce résultat, le NAHD rejoint l'US Biskra à la 12^e place au classement avec 12 points chacun, alors que le MCO monte à la 3^e place, en compagnie de la JS Saoura (18 points). Cette 11^e

journée, entamée samedi, a été marquée par la défaite de l'ancien co-leader, le MC Alger, en déplacement face à l'ASO Chlef (2-1), ce qui a permis au CR Belouizdad de s'emparer du fauteuil de leader (24 pts), à un point du MCA. La 12^e journée se jouera samedi prochain avec à l'affiche le derby algérois à grand enjeu entre le MCA et le CRB au stade Omar-Hamadi.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Béjaïa

Des citoyens de plusieurs localités manifestent en faveur de la démocratie

DE NOMBREUSES manifestations populaires ont eu lieu hier dans la wilaya de Béjaïa. Elles ont été observées à Souk El Tennine, Taskariout, Tichy, Darguina, El-Kseur et Béjaïa.

C'est ainsi qu'à Darguina, à l'est de la wilaya, la porte du siège de la daïra a été murée par des manifestants très en colère contre le prochain scrutin. Un rassemblement de protestation et anti-élection a également été tenu devant le siège de la daïra par des centaines de personnes qui ont muré le siège de la daïra pour exprimer leur refus du prochain scrutin présidentiel. Les manifestants ont scandé des slogans hostiles au régime et son personnel en général.

A El-Kseur, des centaines de personnes se sont rassemblées hier devant le siège de la daïra pour exprimer leur refus catégorique d'aller aux urnes le 12 décembre prochain.

Les manifestants ont scandé des slogans hostiles au régime, exigé un changement radical du régime politique et le passage à une démocratie à travers un processus transitionnel qui puisse instaurer un Etat de droit et consacrer une justice sociale pour le peuple.

Des banderoles et pancartes portant des slogans et revendications du mouvement populaire ont été arborées par

les manifestants qui ont également brandi les portraits des détenus, exigeant leur libération sans conditions.

Toujours à l'est de la wilaya, une grandiose marche populaire contre le prochain scrutin a été organisée à Souk El-Tennine. Plusieurs centaines de personnes ont pris part à cette action qui s'est terminée par un grand rassemblement devant le siège de la daïra dont le portail a été muré : «Silmia, silmia, n'djibou el houria», «Djazair hourra démocratie», «Ulac l'vot ulac», scandaient les manifestants.

A Tichy et Baccaro, une grandiose marche suivie d'un rassemblement ont été organisés. Ils étaient très nombreux à exprimé leur «niet» au prochain scrutin, comme ils ont manifesté leur soutien aux détenus et exigé un Etat démocratique et social.

Notons aussi qu'avant-hier un rassemblement de protestation contre la tenue des élections, a été observé devant le siège de la daïra. Les manifestants ont réaffirmé leur soutien aux détenus du Hirak et leur opposition aux prochaines élections présidentielles, revendiquant un processus transitionnel et l'avènement de la démocratie.

Hocine Cherfa

Hassen Rabehi

«L'Algérie n'admet aucune tentative d'ingérence dans ses affaires internes»

L'Algérie, en tant qu'institutions et peuple, n'admet aucune tentative d'ingérence dans ses affaires internes, a réaffirmé, hier à Alger, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, ministre de la Culture par intérim, Hassen Rabehi, appelant les différents partenaires à respecter ce principe. «Il est admis dans l'esprit de l'Union européenne (UE) ainsi que de tous nos partenaires étrangers que l'Algérie s'attache au principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, tout comme elle n'admet pas, en tant qu'institutions et peuple à ce qu'il puisse y avoir une interférence dans ses affaires intérieures», a déclaré à l'APS M. Rabehi, en réaction à l'annonce d'une réunion du Parlement européen consacrée à la situation en Algérie. «Je souhaite, tout d'abord, relever le fait que les relations de l'Algérie avec l'UE sont des relations stratégiques et très importantes qui couvrent tous les secteurs d'acti-

vités. Autant que L'UE et l'Algérie sont conscients de ce caractère stratégique et ne permettraient pas à qui que ce soit à remettre en cause cette qualification stratégique par de simples parlementaires qui se caractérisent par une myopie et qui ne mesurent pas l'importance de ces relations», a-t-il souligné, en marge d'une rencontre à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la lutte contre la violence à l'égard de la femme.

«L'UE et l'Algérie, de par le nombre d'accords qui ont été signés ainsi en considération des interactions fructueuses qu'il y a eues jusqu'à présent, renforcent la confiance en l'avenir de ces relations, auxquelles les deux parties accordent une importance stratégique», a-t-il insisté.

Interrogé, par ailleurs, sur l'évaluation de la première semaine du coup d'envoi de la campagne électorale, le ministre a indiqué que cette prérogative



Médéa

Un réseau spécialisé dans le vol de véhicules neutralisé

■ Un réseau spécialisé dans le vol de véhicules, opérant à travers plusieurs wilayas du Centre, a été neutralisé récemment à Médéa, par les éléments de la police judiciaire (PJ), a-t-on appris hier auprès de la sûreté de wilaya.

Par Slim O.

Six membres de ce réseau ont été appréhendés, dans le cadre d'une

enquête diligentée par les services de police judiciaire, suite à une série de plaintes pour vol de véhicules, survenues au début du mois dans de nombreuses villes de Médéa, a indiqué la même source.

Les investigations menées conjointement par les éléments de la PJ de Berrouaghia et Médéa ont permis la récupération, en un temps record, de deux véhicules, l'un volé à Berrouaghia et le second à Alger, a-t-on ajouté.

S. O./APS

Tébessa

38 agressions recensées sur les réseaux de distribution de gaz et d'électricité

PAS moins de 38 cas d'agression sur les réseaux de distribution de l'électricité et de gaz naturel ont été recensés au cours des 10 premiers mois de l'année 2019 dans la wilaya de Tébéssa, a indiqué hier la chargée de la communication au niveau de la concession de distribution de l'électricité et du gaz, Nardjes Ben Arfa. «Les agressions ont été enregistrées lors des visites d'inspection et de contrôle effectuées par les agents de la concession sur terrain dans les 28 communes de la wilaya frontalière, dans l'objectif de préserver les équipements de la concession et la vie des citoyens», a précisé à l'APS la

responsable. Elle a ajouté que des poursuites judiciaires seront lancées à l'encontre des agresseurs à qui des amendes seront également infligées, mettant en avant la primordialité de la protection des réseaux d'électricité et de gaz, et l'amélioration du service public. Dans ce sens, la concession de distribution de l'électricité et du gaz a lancé une vaste campagne de sensibilisation au profit des citoyens, en coordination avec plusieurs secteurs et institutions, sur les mesures préventives devant garantir la pérennité des équipements de l'énergie, a poursuivi la même source.

L. O.

L. M./APS